

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 25 mars 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

MODIFIANT L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS ET METTANT EN ŒUVRE LES GARANTIES FINANCIÈRES
POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

SOCIÉTÉ ORISANE

ICPE N° 100.00149

COMMUNE DE MAINVILLIERS

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'entreprise ORISANE exploite une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située à « la Mare Corbonne » - route de Verneuil sur la commune de Mainvilliers.

Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3690 du 28 novembre 1996 modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2002 autorisant à recevoir des déchets en période nocturne ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 imposant la mise en conformité de l'installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2012 imposant la mise en conformité de l'installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés de Mainvilliers en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2010 et du 18 novembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 avril 2012 relatif à l'exploitation d'une installation de transit de déchets.

Depuis le récépissé préfectoral du 16 octobre 2013, les déchets de la totalité du département sont autorisés à être incinérés dans cette unité.

2. MODIFICATION DE L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS

2.1. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE ET DU CONTEXTE

2.1.1. Demande de la société ORISANE du 19 décembre 2014

Cette demande, complétée par les courriers du 6 janvier 2016 et du 1^{er} février 2016, concerne l'extension de la zone de chalandise aux départements de l'Eure et de l'Orne, dans la limite de 10 000 tonnes par an, sans modification de la capacité totale annuelle de réception du site.

2.1.2. Le Plan départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA)

Le PEDMA d'Eure-et-Loir, adopté le 13 septembre 2005, permet l'incinération de 50 000 tonnes de déchets en provenance des départements voisins du PEDMA d'Eure-et-Loir. Le périmètre géographique du PEDMA s'étend sur une partie de l'Essonne et des Yvelines. Les départements voisins du PEDMA d'Eure-et-Loir du 13 septembre 2005 sont les départements suivants : Eure, Orne, Sarthe, Loir-et-Cher, Loiret, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Val d'Oise.

Le PEDMA d'Eure-et-Loir révisé le 22 avril 2011 indique "[qu'] *Il existe dans les départements voisins, des ordures ménagères qui, en l'absence d'équipements performants ne peuvent être valorisées. C'est pourquoi, le plan ouvre dans la limite de 50 000 t/an la possibilité aux collectivités territoriales des départements voisins de traiter dans les unités d'incinération avec valorisation de l'énergie les déchets qu'ils ont collectés.*"

2.2. CONSULTATIONS RÉALISÉES

Les Préfets de l'Eure et de l'Orne ont été saisis afin que, respectivement, les Présidents du Conseil Général de l'Eure et de l'Orne soient sollicités sur la compatibilité de la demande de la société ORISANE avec les plans de prévention et de gestion des déchets non-dangereux en vigueur dans ces départements.

Par courrier du 29 avril 2015, le Président du Conseil Départemental de l'Eure indique que le PEDMA de l'Eure, approuvé en décembre 2007, n'interdit pas l'importation de déchets en provenance de l'Eure et que le conseil Départemental de l'Eure n'a pas d'objection à la demande d'ORISANE.

Par courrier du 2 mai 2015, le Président du Conseil Départemental de l'Orne indique que le PEDMA de l'Orne, approuvé en juin 2007, autorise l'exportation de déchets à condition d'en limiter le transport en distance et en tonnage, ce qui est le cas dans la demande d'ORISANE.

Le Conseil Général d'Eure-et-Loir n'a pas été sollicité à nouveau, du fait de l'émission d'un précédent avis le 17 février 2014 concernant une demande similaire. Dans cet avis, le Président du Conseil général d'Eure-et-Loir indique que la demande de la société ORISANE est compatible avec le PEDMA d'Eure-et-Loir sous réserve que la limite de 50 000 tonnes par an de déchets provenant des départements limitrophes au PEDMA ne soit pas dépassée.

2.3. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'inspection des installations classées propose de fixer à l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire un tonnage maximal annuel de 10 000 tonnes de déchets provenant des départements de l'Eure et de l'Orne.

Cette possibilité de réception de déchets provenant de l'Eure et l'Orne est associée à la modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2^{ème} gestionnaire départemental de l'usine d'incinération, afin de répartir les 50 000 tonnes annuelles de déchets provenant des départements limitrophes au PEDMA d'Eure-et-Loir dans le respect de ce plan.

3. MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

3.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

L'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement soumet certaines catégories d'installations classées à garanties financières pour la remise en état du site lors de la mise à l'arrêt définitif et ce, depuis le 1^{er} juillet 2012. Cette disposition permet de garantir la remise en état d'une installation classée pour la protection de l'environnement dans des conditions satisfaisantes. Celle-ci passe notamment par le retrait des déchets et des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes en cas d'intrusion et l'environnement et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution avérée.

Un délai d'application du décret de deux ans à compter de la date d'exigibilité de ces garanties financières a été accordé pour les installations existantes afin de permettre aux exploitants d'anticiper ces obligations. Ce délai doit être mis à profit pour anticiper les échéances prévues à l'article R. 516-5-1.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations prévues qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt définitif des installations.

3.2. CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES

La société ORISANE est autorisée par arrêté préfectoral du 28 novembre 1996 à effectuer une activité de traitement et de valorisation énergétique par élimination de déchets ménagers et assimilés du district de Chartres. Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux

Les activités connexes aux installations précitées sont également visées. On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières. On considère aussi les opérations à réaliser précitées dans le paragraphe précédent (retrait des déchets, mise en sécurité, etc...) pour ces installations connexes.

Par courrier du 24 décembre 2013 complété le 20 mai 2014 et le 3 mars 2016, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable.

3.3. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Après examen par l'inspection des installations classées et compte-tenu des compléments apportés par l'exploitant le 20 mai 2014, ce calcul est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières

pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et à celles de la note éditée par la direction générale de la prévention des risques référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Le montant des garanties financières ainsi calculées s'élève à 815 972,63 € TTC.

Certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, et concernent :

- le taux de TVA applicable qui est 20% ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 de 663,9 (indice de novembre 2015).

De même, la quantité de déchets et de produits dangereux entreposés sur le site n'étant pas fixée dans les dispositions préfectorales actuelles, celle-ci est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire conformément aux dispositions du paragraphe V.B de l'annexe I de la note DGPR du 20 novembre 2013 précitée.

Type de déchets	Quantité maximale stockée sur le site
Produits et déchets dangereux	<p>REFIOM : 200 m³</p> <p>Boues de nettoyage de chaudière et de caniveaux et boues de fond de bassin : 48,9 t</p> <p>Déchets industriels spéciaux, huiles diverses et déchets souillés liés à la maintenance sur le site : 7,5 t</p> <p>Boues et eaux hydrocarburées du séparateur : 10 m³</p>
Déchets non dangereux	<p>Déchets présents dans la fosse de l'usine en attente d'incinération : 5 325 m³</p> <p>Mâchefers : 300 t</p> <p>Encombrants : 5 t</p> <p>Matériaux réfractaires : 27 t</p> <p>Cartons : 3 t</p> <p>Déchets issus de collectes sélectives en transit : 360 m³</p> <p>Eaux du bassin nécessitant un traitement avant rejet au milieu naturel : 900 m³</p>

Le coût lié à l'installation de 3 piézomètres ainsi que les montants relatifs à la surveillance des eaux souterraines ont été intégrés dans le calcul proposé par l'exploitant.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

En application des dispositions des articles R. 512-33-II et R. 516-1 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de l'Eure-et-Loir de fixer par arrêté complémentaire :

- le tonnage maximal annuel pouvant être importé de l'Eure et de l'Orne ;
- le montant des garanties financières applicables à la société ORISANE à 815 972,63 € TTC tel que précisé au paragraphe 3.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, au prochain CODERST.

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant les impacts supplémentaires limités engendrés par cette modification d'activité, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société ORISANE.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

--=--